

M. Ryan: Monsieur l'Orateur, il est vrai que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a fait une excellente déclaration, du moins en partie. Il n'a traité que des aspects négatifs de la situation et présenté des excuses. Il n'a pas dit de façon positive quelles mesures on prend pour encourager l'immigration des Européens.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Baldwin: Ce n'était même pas de bonnes excuses.

L'OFFICE NATIONAL DU FILM

LE CONGÉDIEMENT DES EMPLOYÉS—LES DROITS AFFÉRENTS À L'USAGE DES FILMS

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. A-t-on maintenant reconsidéré la décision de congédier des employés de l'Office national du film et celle d'imposer un droit pour l'usage des films? Si oui, le ministre voudrait-il nous dire quelles sont les décisions ou les mesures qui ont été prises?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, l'honorable député doit savoir que, à la demande du Commissaire de l'Office national du film, j'ai invité une personne indépendante à examiner cette double question et que le rapport doit être transmis au Commissaire lui-même, avec copies communiquées aux parties intéressées, le 15 janvier. Cela laisse donc encore 72 heures à la personne désignée pour remettre son rapport.

LE CODE CRIMINEL

LA PROCLAMATION DES AUTRES MODIFICATIONS AYANT TRAIT À L'ALCOOTEST

[Traduction]

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Elle découle de ce que l'on n'a proclamé qu'une partie des modifications au Code criminel ayant trait à l'alcootest. Quand le ministre pense-t-il qu'on proclamera celles concernant les droits des accusés?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je ne puis accepter une partie du préambule à cette question car, à notre avis, les accusés ont des droits suffisants en vertu de la loi existante. En ce qui concerne l'obligation de fournir un

[M. l'Orateur.]

échantillon de son haleine, cette question dépend de l'approbation d'un contenant approprié.

LES CÉRÉALES

LA FOURNITURE DE WAGONS COUVERTS EN NOMBRE SUFFISANT

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Étant donné qu'on aménage, pour nos céréales, des entrepôts importants près de nos éleveurs terminaux, quelle mesure, s'il en est, le ministre prendra-t-il pour assurer un nombre suffisant de wagons couverts pour acheminer les céréales sur les marchés, afin d'améliorer sensiblement la grave situation financière actuelle des agriculteurs des Prairies?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la responsabilité de ce domaine incombe directement, bien entendu, au ministre d'État de Saskatoon-Humboldt. Cependant, je travaille avec lui quotidiennement et, samedi encore, je m'entretenais avec les chemins de fer. Ils m'ont assuré qu'ils prennent toutes les mesures possibles pour améliorer la situation.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA RÉUNION DE SAINT-JEAN (N.-B.)

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Acceptera-t-il de confier à la Chambre le résultat de l'entretien qu'il a eu vendredi dernier à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, avec le sous-ministre, ainsi que les représentants du Conseil consultatif des régions atlantiques et de la Devco?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Non, monsieur l'Orateur.

M. McGrath: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Cette réunion a-t-elle eu lieu? Si oui, le ministre nous dira-t-il si elle débouchera enfin sur une stratégie de développement, pour citer le communiqué destiné aux provinces atlantiques?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, le public sait, je crois, que la réunion a eu lieu. C'était la deuxième rencontre avec un comité qui est censé conseiller le ministère